

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT 720-104 DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM



SECOND DRAFT BY-LAW 720-104 APPLICATION TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

Second projet de règlement 720-104, adopté le 23 mars 2015, modifiant le Règlement de zonage 720 de la Ville de Beaconsfield.

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

1. OBJET DU PROJET DE RÈGLEMENT ET DEMANDES POUR LA TENUE D'UN RÉFÉRENDUM

À la suite de l'assemblée publique de consultation tenue le 23 février 2015, le conseil a adopté le 23 mars 2015, le second projet de règlement 720-104 intitulé :

« **Règlement modifiant le règlement de zonage 720 dans le but d'intégrer le terrain situé au 493, boulevard Beaconsfield de la zone H231 à l'intérieur de la zone H119, de permettre les usages spécifiquement permis de type « service professionnel et spécialisé », certain « services personnels », « centre de convalescence privé » et d'éliminer l'usage de type « auberge » pour l'ensemble de la zone H119.** ».

Cette modification a pour but de :

- Intégrer le terrain situé au 493, boulevard Beaconsfield situé présentement dans la zone H231 à l'intérieur de la zone H119;
- Permettre les usages spécifiquement permis de type « service professionnel et spécialisé », certains « services personnels », « centre de convalescence privé » dans la zone H119; et
- Éliminer l'usage de type « auberge » pour l'ensemble de la zone H119.

Ce second projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande des personnes intéressées de la Ville de Beaconsfield afin qu'un règlement la contenant soit assujéti à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Les renseignements permettant de déterminer quelles sont les personnes intéressées ayant le droit de signer une demande peuvent être obtenus au bureau de la greffière, situé à l'hôtel de ville, 303, boulevard Beaconsfield, pendant les heures d'ouverture de bureau.

Ainsi, une demande relative aux dispositions ayant pour objet :

Article 1 du projet de règlement 720-104 :

- Modification de la grille des spécifications de la zone H119 de l'annexe A du règlement 720.

Article 2 du projet de règlement 720-104 :

- Modification du plan de zonage de l'annexe B du règlement de zonage 720.

peut provenir de la zone visée et des zones contiguës à celle-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant ces dispositions soit assujéti à l'approbation des personnes habiles à voter.

2. DESCRIPTION DES ZONES

La zone visée H231 est située dans un périmètre délimité au nord par la zone P230 et H225, à l'est par la zone H225, INST229, H228, C120, INST118 et H107, au sud par la zone H107, P112 et H115 et à l'ouest par la zone H115 et H232, le tout conformément au plan annexé ci-après.

Zones contiguës : H119, P230, INST229, H225, H228, C120, INST118, H107, P112, H115 et H232

La description de chacune des zones et les croquis correspondants peuvent également être consultés au bureau de la greffière.

3. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, toute demande doit :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et l'adresse d'où elle provient;
- être reçue au bureau de la greffière **au plus tard le jeudi 9 avril 2015 à 16 h 45;**
- être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'exécède pas 21;

4. CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE

4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 23 mars 2015 :

- être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande;
- être domiciliée depuis au moins six (6) mois dans la province de Québec; ou

4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 23 mars 2015 :

- être, depuis au moins douze (12) mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande; ou

4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 23 mars 2015 :

- être, depuis au moins douze (12) mois, copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande;
- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants depuis au moins douze (12) mois, comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

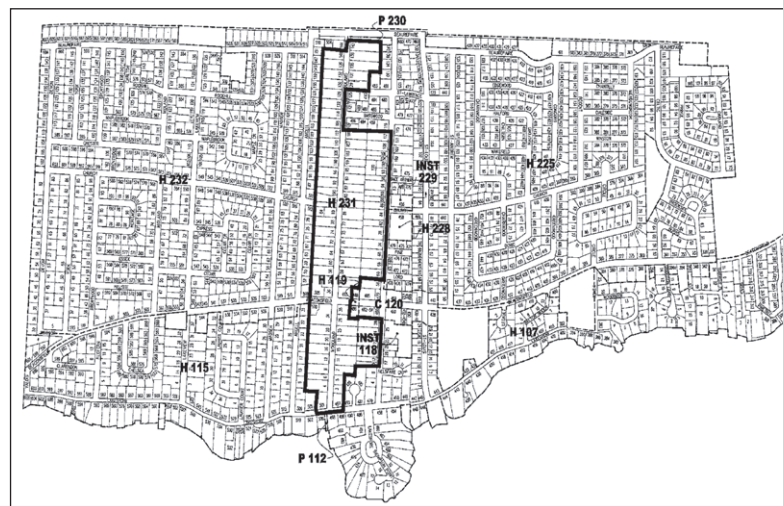
Conditions pour une personne physique :

- être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Conditions pour une personne morale :

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le 23 mars 2015, est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.



5. ABSENCE DE DEMANDE

Toutes les dispositions du second projet de règlement 720-104 qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être comprises dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. CONSULTATION DU PROJET DE RÈGLEMENT

Le second projet de règlement 720-104 peut être consulté au bureau de la greffière, situé à l'hôtel de ville, du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 45 et le vendredi de 8 h à midi

TO THE INTERESTED PERSONS HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM

Second draft by-law 720-104, adopted on March 23, 2015, amending Zoning By-law 720 of the City of Beaconsfield.

PUBLIC NOTICE is given as follows:

1. PURPOSE OF THE DRAFT BY-LAW AND APPLICATIONS TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM

Following the public consultation meeting held on February 23, 2015, Council adopted, on March 23, 2015, second draft by-law 720-104 entitled:

“**By-law amending the Zoning By-law 720, in order to integrate the property located at 493 Beaconsfield Boulevard from zone H231 in zone H119, to allow the usage 'professional and specialized services', some 'personal services', 'private convalescence centre' and eliminate the usage 'inn' for the entire zone H119.**”.

The purpose of this amendment is to:

- Integrate the property located at 493 Beaconsfield Boulevard currently located in zone H231 in zone H119;
- Allow the usage 'professional and specialized services', some 'personal services', 'private convalescence centre' in zone H119; and
- Eliminate the usage 'inn' for the entire zone H119”.

This second draft by-law contains provisions that allow interested persons from the City of Beaconsfield to request that a by-law containing such provisions be submitted to their approval, in accordance with the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities*.

The information required to determine who are the interested persons having the right to sign an application may be obtained at the City Clerk's office located at City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, during regular office hours.

Thus, a request concerning the provisions aiming to:

Section 1 of draft by-law 720-104:

- Modification of the specification schedule for zone H119 in Annex A of Zoning By-Law 720.

Section 2 of draft by-law 720-104:

- Modification of zoning plan in Annex B of Zoning By-Law 720.

may originate from the concerned zone and from its adjacent zones.

The purpose of such a request is that the by-law containing such provisions be submitted to the approval of qualified voters.

2. DESCRIPTION OF THE ZONES

Concerned zone H231 is located within a perimeter bounded to the North by zone P230 and H225, to the East by zone H225, INST229, H228, C120, INST118 and H107, to the South by zone H107, P112 and H115 and to the West by zone H115 and H232, in accordance with the plan annexed hereinafter.

Adjacent zones: H119, P230, INST229, H225, H228, C120, INST118, H107, P112, H115 and H232

The description of each zone and corresponding sketches are also available for consultation at the City Clerk's office.

3. CONDITIONS FOR THE VALIDITY OF AN APPLICATION

In order to be valid, an application must:

- clearly indicate the provision it concerns and from which address such request is issued;
- be received at the Office of the City Clerk **no later than 4:45 pm on Thursday, April 9, 2015;**
- be signed by at least twelve (12) interested persons of the zone from which it originates or by at least the majority if the number of interested persons in the zone does not exceed 21;

4. REQUIREMENTS TO BE CONSIDERED AN INTERESTED PERSON HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION

4.1 Be a person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on March 23, 2015:

- is domiciled in a zone from which an application may originate;
- has been domiciled for at least six (6) months in the Province of Québec; or

4.2 The sole owner of an immovable or the sole occupant of a business establishment who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on March 23, 2015:

- has been, for at least twelve (12) months, the owner of an immovable or the occupant of a business establishment in a zone from which an application may originate; or

4.3 The undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on March 23, 2015:

- has been for at least twelve (12) months, the co-owner of an immovable or co-occupant of a business establishment located in a zone from which an application may originate; is designated, by means of a power of attorney signed by the majority of the persons who have been co-owners or co-occupants for at least twelve (12) months, as the person entitled to sign an application on their behalf and be entered on the referendum list, if applicable. This power of attorney must be submitted prior to or with the application.

Conditions applicable to a natural person:

- Be of full age, a Canadian citizen and not be under curatorship.

Conditions applicable to a legal person:

- Having designated among its members, administrators or employees, by way of resolution, a person who, on March 23, 2015, is of full age, and a Canadian citizen, who is not under curatorship and who has not been disqualified from voting under the law;

Having submitted, prior to or with the application, a resolution designating the person entitled to sign the application and be entered on the referendum list, if applicable.

Except for the person who has been designated to represent a legal person, no one may have his or her name entered on the list in more than one capacity, in conformity with section 531 of an *Act respecting elections and referendums in municipalities*.

5. LACK OF APPLICATIONS

The provisions of second draft by-law 720-104 for which no valid application is received shall be included in a by-law that does not require the approval of qualified voters.

6. CONSULTATION OF THE DRAFT BY-LAW

Second draft by-law 720-104 is available for consultation at the Office of the City Clerk located at City Hall, Monday to Thursday, from 8 a.m. to 4:45 p.m., and on Friday, from 8 a.m. to noon.